

LIBYE

La guerre secrète a commencé

Une guerre sans merci contre Daesh s'opère aux portes de l'Algérie. La présence de commandos américains, britanniques et français sur le sol libyen est désormais confirmée à l'heure où l'aile politique des islamistes (le gouvernement de Tripoli) redouble d'activité pour tenter de se faire reconnaître par les pays de toute la région, l'Algérie en particulier, en vue d'arracher une victoire politique.

Abla Cherif - Alger (Le Soir) - Explications : il y a trois jours, une information de la plus haute importance est divulguée par des médias français qui annoncent la présence de forces spéciales et d'agents secrets français en Libye dans le cadre d'opérations conjointes avec Washington et Londres. Elle fait l'effet d'une bombe qui entraîne immédiatement l'ouverture d'une enquête du gouvernement français car les éléments publiés relèvent du secret défense. Bizarrement, le Premier ministre du gouvernement de Tripoli, non reconnu par la communauté internationale qui gardait jusque-là le silence sur la question, confirme publiquement l'information. «Il y a, dit-il, des forces commandos spéciales qui dirigent les combats en cours à Benghazi depuis un centre d'opérations sur la base de Benina (...) ils ne combattent pas et le groupe est composé uniquement de conseillers». Le voile est levé sur les véritables intentions de la communauté internationale décidée à réduire autant que faire se peut l'avancée des groupes de Daesh en Libye et par là minimiser ses capacités de nuisance à l'étranger. Et ce voile est levé au moment où des informations de plus en plus pressantes laissent entrevoir une imminente intervention étrangère dans ce pays qui prendrait la forme de bombardements des positions de Daesh à l'exemple de celui qui a été récemment mené par les Américains. Mais la véritable guerre avait en réalité commencé. Loin des médias, des bruits de guerre traditionnels et ses conséquences désastreuses sur les pays de la région (l'Algérie et la Tunisie en particulier) qui ont alerté sur la

nécessité d'être informés de toute éventuelle action à entreprendre «des actions discrètes, voire secrètes, ponctuelles et très ciblées» affirment les Français ont été mises en place pour éliminer les cadres de Daesh. Selon un responsable militaire cité par le journal *Le Monde*, «la dernière chose à faire serait d'intervenir en Libye. Il faut éviter tout engagement militaire ouvert et opter pour la discrétion».

La présence militaire française a été également confirmée par un officier supérieur libyen au *Figaro* qui rapporte : «Ce groupe donne des recommandations à l'armée



La présence de commandos américains, britanniques et français se confirme.

nationale libyenne dans sa lutte contre le terrorisme mais ne combat pas aux côtés des forces libyennes». Objectif, décapiter la tête de l'organisation islamiste qui, acculée militairement, tente actuellement d'œuvrer pour se redé-

ployer sur le plan politique. D'autre part, et selon les spécialistes du dossier, ce même gouvernement active en ce moment pour faire reconnaître sa suprématie sur le terrain libyen. Ainsi, et selon les informations dont nous disposons,

ces responsables ont entrepris une opération de rapprochement avec les autorités des Etats voisins, l'Algérie en particulier, via des pays arabes connus pour entretenir la mouvance islamiste.

Cette opération les a amenés à dévoiler les zones de leur implantation sur le territoire libyen qu'ils affirment dominer à 70%. Cette domination s'étalerait de la zone Ouest jusqu'à Kofra au Sud-Est et la région de Darna au Nord-Est. Le gouvernement de Tripoli affirme en outre détenir sous son contrôle la zone de champs pétroliers de Djodrane et s'interroge, par conséquent, sur les raisons qui poussent la communauté internationale à ne pas lui tourner le dos. Comme pour donner des preuves de sa bonne volonté, le gouvernement de Tripoli a annoncé, hier, l'arrestation de plusieurs membres de Daesh dont le chef de cette organisation à Sabrata, bombardée par l'aviation américaine le 19 février dernier.

A. C.

TOUT EN AFFIRMANT SON ATTACHEMENT À SA POSITION ANTÉRIEURE

La Tunisie n'est pas contre une attaque étrangère contre Daesh

Après avoir annoncé son refus de toute intervention militaire armée en Libye, la Tunisie se serait rétractée, du moins, relativement. Ce retour de manivelle a été annoncé, vendredi, par le ministre de la Défense Farhat Horchani en visite dans le sud du pays, soit au poste frontalier de Ras Jédir.

De Tunis, Kattou Mohamed

Le ministre a, cependant, précisé que la Tunisie rejette toujours l'intervention armée étrangère «au sens classique» du terme, en raison de ses conséquences sur la Tunisie rappelant, à ce sujet, la situation chaotique qu'elle a vécue en 2011 suite à l'attaque de l'Otan.

Mais, elle accepte que des frappes soient dirigées contre les positions de Daesh tout en souhaitant que les parties libyennes par-

viennent à une issue politique. Le ministre a, par ailleurs, adressé un message au peuple tunisien l'assurant que les frontières sont bien protégées. Malgré ces assurances, le peuple tunisien vit avec inquiétude l'évolution de la situation en pays voisin, tout comme les autorités. Dans ce contexte, 50 caméras seront prochainement installées au poste frontalier de Ras Jédir qui portera le nombre de ces équipements à 88 pour améliorer la qualité du travail des

agents de sécurité frontalière et des douaniers. En outre, a annoncé le ministre des Finances, Slim Chaker, des scanners ont été installés au contrôle des marchandises en attendant la mise en place d'autres qui seront affectés au contrôle des voyageurs.

Par ailleurs, en relation avec les manifestations de protestation des syndicats des forces de sécurité devant le siège de la présidence du gouvernement, celui-ci entend engager des poursuites judiciaires contre tout syndiqué ayant envahi le siège de la présidence du gouvernement et lancé un «Dégage» à M. Habib Essid.

Dans cette affaire, celui-ci donne l'impression d'être esseulé et isolé. Aucun soutien ne lui a été

apporté par les partis politiques y compris ceux qui sont représentés au gouvernement. Quant à la présidence de la République, elle a annoncé par la bouche de son porte-parole, Moez Sinaoui, qu'elle «condamnait la tournure prise par la manifestation, mais ne comptait pas prendre des mesures» contre ceux qui ont fait fi de l'état d'urgence décrété dans le pays. Qu'elles soient organisées au moment où le pays est confronté à de nombreux problèmes plus importants que les augmentations salariales des agents des forces de l'ordre, ces manifestations laissent les observateurs se poser la question : «Qui se place derrière ?»

K. M.

BOUIRA

Trois trafiquants d'armes arrêtés et des armes de guerre récupérées

Les éléments de la Gendarmerie nationale ont réussi jeudi à mettre la main sur un important réseau de trafiquants d'armes au village de Selloum, dans la commune d'Aghbalou, à 60 kilomètres à l'est de Bouira, a-t-on appris ce vendredi de sources sûres. D'après nos sources, l'opération a été déclenchée après qu'un citoyen, qui possède une maison isolée en cours de construction, eut remarqué aux abords de cette maison un mouvement suspect de véhicules. Alertés, les éléments de la Gendarmerie nationale de la daïra de M'chedallah se sont déplacés sur les lieux où ils ont tendu une embuscade au cours de laquelle ils ont interpellé trois personnes qui étaient à bord de deux véhicules. Après une fouille minutieuse des deux véhicules, ils ont trouvé une quantité importante d'armes de guerre et des munitions. Hier, un communiqué du MDN faisant état de 9 fusils à pompe et de quatre pistolets automatiques récupérés ainsi que la saisie des deux véhicules. Cependant, nos sources ne précisent pas si ces trafiquants font partie des réseaux de soutien au terrorisme ou agissent dans le cadre de la grande criminalité, après la prolifération des armes de guerre en provenance de la Libye.

H. M.

SUSPECTÉ D'ÊTRE UN PROCHE D'ABAAOUD

La cour de Béjaïa confirme l'arrestation de Zouhir Mehdaoui

L'affaire de Zouhir Mehdaoui, le jeune émigré bruxellois de 29 ans, actuellement incarcéré à la maison d'arrêt de Oued Ghir, à Béjaïa, pour une présumée appartenance à un groupe terroriste Daesh activant à l'étranger, a fait réagir le parquet de Béjaïa.

En effet, dans un communiqué de presse, le procureur général annonce l'ouverture d'une enquête préliminaire «aux fins de recueillir des éléments de preuves ayant, selon le même communiqué, permis l'identification de la personne en question». «Faisant suite à des informations parvenues au parquet de la République d'Akhou, sur une possible implication d'un citoyen originaire de la région dans des activités terroristes et son éventuelle appartenance à un groupe terroriste activant à l'étranger, une enquête préliminaire a été ouverte aux fins de recueillir les éléments de preuves, ce qui a permis l'identification de la personne en question» lit-on dans le communiqué du procureur général de Béjaïa. La même instance judiciaire fait savoir

que dans le cadre de l'information judiciaire ouverte à l'encontre de Zouhir Mehdaoui en date du 17/02/2016, et suite à sa convocation, l'intéressé s'est présenté devant le juge d'instruction. Et d'ajouter qu'en date du 23/02/2016, interrogé sur les faits et confronté aux charges retenues à son encontre, le mis en cause a été placé en détention préventive, tout en précisant que l'instruction suit son cours. Pour rappel, Zouhir Mehdaoui est considéré comme un des lieutenants de Abdelhamid Abaaoud, le cerveau des attaques terroristes de Paris, survenues le vendredi 13 novembre 2015 et ayant coûté la vie à 130 personnes.

Né en 1987 à Tamokra, dans la wilaya de Béjaïa, marié à une citoyenne belge

de 55 ans, le suspect vit à Saint-Gilles, en Belgique, à quelque 3 km de la capitale Bruxelles, et exerçait comme agent d'entretien dans une municipalité toute proche de sa résidence. Les fortes coïncidences et la nette ressemblance de Zouhir Mehdaoui, montré dans une vidéo diffusée en boucle par toutes les chaînes d'information, au lendemain des attentats de Paris, ont suscité moult interrogations au sein de la population de son village Tamokra, qui l'a aussitôt dénoncé aux services de la Gendarmerie nationale. Les responsables de ce corps de sécurité avaient immédiatement saisi leur hiérarchie en prenant l'information au sérieux. Le jeune de Tamokra a été reconnu par tout son village aux côtés d'Abaaoud, le sinistre terroriste belgo-marocain abattu par les forces de police dans un immeuble de Saint-Denis, quelques jours après la macabre attaque de Paris.

Kamel Gaci